



СОВЕТСКАЯ БЕЛОРУССИЯ

**Орган Центрального Комитета Коммунистической партии
Белоруссии, Верховного Совета и Совета Министров БССР**

ОСНОВАНА
В АВГУСТЕ 1927 г.

◆ № 159 (17640)

Вторник, 11 июля 1989 года

◆ Цена 3 коп.

- 1 -

PRAVDA, 11 février 1989

Titre: "Ça ne doit pas être oublié"

Le Président du Conseil des Ministres de Biélorussie raconte comment sont surmontées les conséquences de l'accident de Tchernobyl.

Lors de la réunion du Politbureau du comité central du Parti communiste du 24 janvier la situation de certaines régions de Biélorussie qui ont subi la pollution radioactive suite à l'accident de Tchernobyl a été discutée. Les autorités locales et centrales étaient chargées de prendre des mesures supplémentaires pour éliminer les conséquences de cet accident. Le lecteur de la Pravda A. Guerassimov ainsi que 107 habitants de Vitebsk, F. Vinitchenko de la région de Khoyniki, U. Projorenko de Kalinkovitch et d'autres, ont prié la rédaction de raconter d'une manière plus détaillée quelle est la situation dans les régions sinistrées. C'est le sujet de l'interview du correspondant de la Pravda avec M. V. Kovalev, Président du Conseil des ministres de Biélorussie.

QUESTION: Les lecteurs dans leurs lettres mais aussi certains media commencent à accuser les Comités d'Etat de l'Agriculture et de l'Industrie ainsi que le Ministère de la Santé de Biélorussie d'une certaine complicité. On prétend qu'ils sont indifférents vis à vis de l'irradiation de la population et qu'en conséquence ils préparent une bombe à retardement qui peut dynamiter tout le système génétique d'un peuple. Que pouvez vous dire à ce sujet?

REPONSE: Il est évident que les suppositions de ces gens-là c'est de la fantaisie.

Voici les faits.

Les conditions d'urgence de la période initiale ont exigé l'évacuation des habitants de 107 lieux d'habitation et le gouvernement a immédiatement pris ces mesures; 24700 personnes ont été évacuées. Rien que dans le district de Gomel, pour les personnes évacuées on a construit 170 nouveaux villages. Cela signifie 9770 logements dans des maisons rurales de bonne qualité avec leurs batiments auxiliaires. En même temps plus de 600 locaux à vocation sociale et culturelle ont été construits. Pour limiter l'extension de la zone contaminée en éléments radioactifs, toute activité humaine a été stoppée sur le territoire abandonné. On a liquidé 20 kolkhozes et sovkhoses et 104000 hectares de terre sont interdits de toute exploitation agricole.

Dans la zone polluée par la radioactivité, dans les districts de Gomel et de Moguilev, là où la population est restée sur place, on a décontaminé 432 lieux d'habitation; on a reconstruit 214 fermes d'élevage et 96 ateliers de mécanique. On a détruit plus de 4500 constructions; on a remplacé plus de 600000 m² de toiture et 698 km de clôtures. On a construit 650 km de routes goudronnées et 542 km de lignes haute tension. On a construit 1128 km de conduites d'eau, 147 km d'égouts; 388 puits artésiens ont été forés; plus de 3000 points de distribution d'eau ont été construits. On a effectué toute une série d'autres travaux; on a réalisé un complexe de mesures agrochimiques pour améliorer l'agriculture sur des milliers d'hectares. On a effectué l'apport de carbonates dans le sol. On a labouré plus profond. On a

augmenté les quantités d'engrais minéraux et amélioré les pâturages. On a dépensé pour tous ces travaux 904,5 millions de roubles fournis par l'Etat.

Toutes ces mesures ont été entreprises avec l'aide de la science. Dans le cadre de l'Académie des Sciences de Biélorussie on a créé un Institut spécial de Radiobiologie et 19 autres instituts de l'Académie des Sciences traitent ce même sujet.

Au sein du Ministère de la santé de Biélorussie on a créé l'Institut de Médecine radiologique avec tout un système d'hôpitaux. On y a transféré le sanatorium Aksakovchtchina de la 4ème section du Ministère de la santé. A Gomel a été créée la filiale de Biélorussie de l'Institut central de radiologie agricole. Le contrôle de la radioactivité est organisé par l'intermédiaire de 10 instituts.

QUESTION: On aimerait en savoir plus sur les mesures concrètes prises par les Services de santé.

REPOSE

L'activité pratique des services de santé a commencé dès le premier jour. Toute la population qui devait être sous observation a été comptabilisée. Il s'agit de 171000 personnes. Pour généraliser les résultats et élaborer les réglementations on a créé une banque de données médico-biologiques intitulée "registre" qui inclut les données sur toute la population y compris 37400 enfants.

Les études ont démontré que personne, parmi les évacués, n'avait été irradié outre mesure. La dose totale d'irradiation des habitants de la zone sous contrôle permanent s'élève au bout de 2 ans à 9 rem en moyenne tandis que pour les territoires de la zone sous contrôle périodique elle s'élève à moins de 3,3 rem.

On considère que la limite admissible de la dose d'irradiation post-accidentelle pour cette période est de 15,5 rem.

QUESTION Dans ce cas d'où vient ce que l'on raconte sur l'augmentation de la mortalité dans les régions sinistrées?

REPOSE Permettez moi de vous fournir quelques données sur les contrôles de la population effectués par les services de santé. D'après les conclusions des spécialistes, la structure générale des maladies n'a pas changé en 1988 pour la population des districts de Gomel et de Moguilev. Le niveau de mortalité infantile durant les 3 dernières années a une tendance nette à diminuer aussi bien dans les districts de Gomel et Moguilev que dans les 14 régions sous surveillance.

L'accroissement de maladies par tumeurs malignes à Gomel et Moguilev ne diffère pas pour la période 1986-1988 de la dynamique de croissance observée sur plusieurs années.

En dehors du contrôle nous prenons activement des mesures pour améliorer l'état sanitaire de la population. On a commencé par utiliser les sanatoriums, les maisons de repos et autres. Chaque année 140000 enfants, écoliers et adultes de la zone

sinistrée améliorent leur santé dans les sanatoriums, les maisons de repos et les camps de pionniers. Pour cela on dépense environ 30 millions de roubles par an. J'aimerais attirer votre attention sur encore un autre détail. Le Ministre de la santé a admis le concept d'un "habitat sans danger" qui s'accorde pleinement avec les critères scientifiques internationaux sur ce sujet. Selon ce concept la limite de dose de radiation qu'un individu peut recevoir durant toute sa vie pendant 70 ans est de 35 rem. Dans la majorité des régions et villages contrôlés ce niveau n'est pas dépassé. D'autre part dans un certain nombre d'habitations il est douteux que les améliorations effectuées puissent permettre d'obtenir l'abaissement du rayonnement jusqu'à la limite de 35 rem. C'est pourquoi pour le moment nous essayons de préciser à nouveau la situation radiologique de certaines régions et il est possible que certains lieux d'habitation doivent être abandonnés et la population déplacée dans de nouveaux villages bien aménagés situés en dehors de la zone polluée par la radioactivité. Ce déplacement sera effectué quand les dépenses pour la décontamination d'un village dépassent le prix de construction de nouveaux logements.

Les autorités d'Etat et du Parti de la République de Biélorussie font de gros efforts pour protéger la santé de la population qui habite dans la zone radioactive. Evidemment ce n'est pas une affaire facile. Le comité central du Parti communiste d'URSS a envisagé nos problèmes avec beaucoup d'attention et de soin. Les autorités centrales, suivant les instructions du Bureau politique, ont fourni à la République de Biélorussie 243 millions de roubles cette année pour la liquidation des conséquences de l'accident de Tchernobyl. On nous a fourni les matériaux et les moyens nécessaires. Notre tâche consiste à répartir tout ceci d'une façon cohérente.

QUESTION Il nous est arrivé d'entendre les propos suivants: au sujet de Tchernobyl il y a deux vérités. La première plus complète et plus objective existe pour les spécialistes de l'AIEA (Agence Internationale de l'Energie Atomique) l'autre, limitée et bien plus optimiste est à usage interne.

REPONSE Il n'y a qu'une seule vérité. Toutes les données sûres au sujet de la situation concernant les radiations sont immédiatement et sans restriction, au fur et à mesure de leur accumulation, utilisées pour prendre des décisions relatives à la santé de la population. Toutes ces données sont fournies à la Commission d'Etat d'où elles sont transmises à l'AIEA.

C'est avec mon entière responsabilité que je peux vous dire que toutes ces données sans restriction ont été fournies à la population des localités concernées.

Cependant on a pu constater qu'une telle pratique provoque l'apparition de ragots non fondés au sein du reste de la population. C'est pourquoi actuellement notre opinion est ferme: nous devons informer plus largement tous les habitants de la République et pas seulement les habitants des régions sinistrées. Dans ce but

des rencontres ont lieu régulièrement entre le Bureau du comité central de Biélorussie et le Conseil des Ministres au sujet de la liquidation des conséquences de l'accident de Tchernobyl. Toutes ces réunions comprennent les ministres et les chefs des différentes sections ainsi que des scientifiques, tous ceux qui se sont occupés de ce problème, en même temps que des représentants des médias et de la population. La première rencontre de ce genre où on a discuté pleinement de la situation réelle de la radioactivité dans la région et des problèmes qui en résultent a eu lieu le 2 février.

QUESTION Comment dans ces conditions peut-on admettre que la carte de contamination de la radioactivité soit enfermée dans un coffre-fort? De nombreuses personnes exigent la publication de cette carte dans tout le district.

REPOSE La carte de la pollution radioactive est nécessaire surtout aux spécialistes pour prendre des décisions bien fondées. Et ces cartes-là existent dans tous les organismes qui mènent la lutte pour liquider les conséquences de l'accident de Tchernobyl depuis 1986. Mais de telles cartes existent aussi dans chaque entreprise située dans les zones polluées.

Personne ne fait de secret. Par contre c'est seulement maintenant qu'ont été précisées définitivement les zones de contamination par les radionucléides dans l'ensemble de la République de Biélorussie. Lors de la réunion du 2 février 1989 ces cartes ont été exposées publiquement. Actuellement des commentaires appropriés par des spécialistes sont publiés dans la presse.

QUESTION D'après la décision du Bureau politique du Comité central du parti communiste d'URSS on a élargi les zones dites de contrôle permanent. Qu'est ce que cela signifie pour les populations des régions sinistrées?

REPOSE Comme je l'ai déjà dit lors de la réunion du Soviet suprême du 30 octobre 1988 les conséquences négatives de l'accident de Tchernobyl sur les territoires de la République n'ont pas diminué. Les dernières études approfondies ont montré que le territoire de la République est pollué par les retombées radioactives dans des proportions beaucoup plus importantes que ce qu'on a cru initialement. Près d'un cinquième des terres exploitées est pollué d'une façon ou d'une autre. La zone de contrôle permanent comporte actuellement 415 lieux d'habitation (auparavant il n'y en avait que 408) dans les districts de Gomel et Moguilev où habitent 103000 personnes. La population de cette zone est soumise à un contrôle spécial. Ici chaque habitant reçoit une aide de 30 roubles par mois et 25% de prime sur le salaire. Tout cet argent doit compenser les dépenses de la population pour l'achat dans les magasins de produits alimentaires "propres" ainsi que les dépenses résultant de la limitation de la consommation des aliments provenant des jardins personnels.

QUESTION J'aimerais bien vous poser la question que nous avons reçue de A.Vassiliev de Gomel, qui demande pourquoi notre industrie ne peut pas organiser la production d'appareils de contrôle pour que chaque famille ait le moyen de contrôler personnellement ses produits alimentaires.

REPOSE Cette question révèle l'amère vérité. Nous avons créé chez nous tout un réseau de points de contrôles dosimétriques où l'on contrôle tous les produits alimentaires. Bien que cela rende la vie de la population plus compliquée, cela protège bien sa santé. Pour que chaque personne ne soit pas obligée d'aller mesurer le niveau de contamination radioactive de ses produits alimentaires il faudrait probablement faire en sorte que le dosimètre comme n'importe quel appareil ménager puisse être installé dans chaque famille. C'est la raison de notre demande au ministère de l'Industrie légère d'URSS et d'autres institutions d'organiser la fabrication d'appareils portatifs pour la vente à la population. C'est d'autant plus important que, d'après les spécialistes, cette augmentation des doses de radiation va nous toucher en Biélorussie pendant des décennies.

QUESTION Il est connu que pendant les deux ans qui viennent les constructeurs de Biélorussie vont participer à la réalisation d'un certain nombre d'édifices en Arménie pour plus de 160 millions de roubles. En même temps pour l'an prochain on nous a alloué 243 millions de roubles supplémentaires pour remédier aux maux liés à Tchernobyl. Comment les constructeurs peuvent-ils réaliser ce programme?

REPOSE Le malheur du peuple arménien c'est aussi notre malheur et nous ne pouvons pas rester indifférents. Voilà pourquoi malgré certains problèmes (bien que cette année les constructeurs de Biélorussie travaillent aussi à d'autres chantiers de maisons d'habitation en Russie, en Sibérie et en Sibérie Orientale) nous continuons de prendre des mesures pour réaliser les tâches qui sont les nôtres de l'aide au peuple arménien. Tous les districts de notre République se sont partagés les objectifs. Les constructeurs et les travailleurs du bâtiment de quatre districts de la République vont effectuer l'aide à l'Arménie tandis que ceux des districts de Gomel et de Moguilev vont s'occuper de la liquidation des conséquences du malheur de Tchernobyl.

QUESTION Y a-t-il eu des cas où la République a refusé l'aide centrale? Cette question est liée au fait qu'il m'est arrivé d'entendre de tels propos.

REPOSE La République de Biélorussie n'a jamais refusé et ne refuse pas l'aide

pour la liquidation des conséquences de Tchernobyl. Nos demandes ont toujours été examinées par le Comité Central et par le Conseil des Ministres de l'URSS avec beaucoup de compréhension et des solutions ont toujours été trouvées. Toutes ces questions ont été envisagées le 24 janvier 1989 lors de la réunion du Bureau politique du comité Central. Dans ce but, lors des années 89-90 nous avons besoin de 700 millions de roubles de subventions d'Etat.

Une grande aide à la construction de maisons d'habitation et d'infrastructures à Gomel et Moguilev nous a été fournie par les organismes de construction du Ministère de l'Energie d'URSS, par le Ministère des transports, de l'industrie agricole et autres organismes implantés dans la République. Les organes centraux du plan et de la fourniture de matériel écoutent nos demandes avec beaucoup de compréhension. Nous espérons aussi que l'organisme d'Etat de l'Industrie et de l'agriculture va intensifier son aide.

QUESTION Comme je le vois on a obtenu que beaucoup de choses soient faites. Maintenant on commence à recevoir des subventions supplémentaires.... Malgré tout en tant que Président du gouvernement quels sont vos soucis?

REPOSE Malheureusement certains dirigeants, des spécialistes qui participent à la liquidation des conséquences de cet accident surtout dans les organismes centraux, sont devenus moins sensibilisés à l'estimation réelle de l'importance de ce travail et on constate un certain fléchissement des responsabilités quand il s'agit de solutionner certains problèmes. On ne peut pas expliquer autrement le fait que certaines commandes d'Etat n'aient pas été réalisées jusqu'à présent, telles que les cabines étanches pour les tracteurs, les appareils de contrôle et de mesure de radioactivité, les produits chimiques nécessaires à la neutralisation du sol contaminé. Notre deuxième problème, jusqu'à présent nous n'avons pas réussi à faire le maximum vu le caractère complexe des travaux de décontamination. Malheureusement nous n'avons pas réussi à remettre le "djinn radioactif dans sa bouteille", c'est à dire limiter l'extension de la zone contaminée. Nous labourons profondément la terre tandis qu'à côté il y a des routes non goudronnées et la poussière transporte les radionucléides. Nous chauffons les cheminées avec de la tourbe et du bois "sales" et avec la fumée nous dispersons la radioactivité sur des territoires déjà nettoyés. Nous produisons des ^{centaines de} milliers de tonnes de blé "sale" et ensuite nous ne savons pas quoi en faire. Voilà pourquoi c'est avec la plus grande reconnaissance que nous acceptons les investissements supplémentaires pour le goudron, les pipe-lines, les lignes électriques haute tension, *que nous acceptons d'être* libérés de la nécessité de fournir du blé etc... Tout cela permettra de remédier plus rapidement aux maux dus à Tchernobyl.

Interview réalisée par A. Cimourov, correspondant de la Pravda à Minsk.